



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le dix neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

LEBALLEUR Pierre (pouvoir à FORTIN Laurence)
ROUBY Solenn (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)

Absents

JÉZÉQUEL Marc

Conseil de Communauté du 19 décembre 2018
Délibération n°DCC2018_065

Objet	Conseil de surveillance de l'hôpital Ferdinand Grall de Landerneau
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Affaires Générales
Thème	Affaires générales

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Depuis la loi HPTS (hôpital patients territoire santé) du 21 juillet 2009, le conseil de surveillance remplace le conseil d'administration des hôpitaux. Ses missions sont recentrées sur les orientations stratégiques et le contrôle permanent de la gestion de l'établissement. Le conseil de surveillance comprend trois collèges où siègent des représentants des collectivités territoriales, des représentants personnels de l'établissement et des personnalités qualifiées, dont des représentants d'usagers. La délibération 2014-85 désignait Hervé BRIANT comme représentant de la Communauté. Suite à la démission de ce dernier, il y a lieu de désigner un nouveau représentant au conseil de surveillance de l'hôpital Ferdinand Grall de Landerneau.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Conformément aux dispositions des articles L.6143-5 L.6143-6 et R.6143-12 du Code de la santé publique (csp) relatifs à la composition du conseil de surveillance des établissements publics de santé et aux mandats de ses membres,
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 20 novembre 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : désigne Alexandra GUILLORE pour siéger au conseil de surveillance du centre hospitalier Ferdinand Grall de Landerneau.

Nul ne peut être membre d'un conseil de surveillance :

- 1° A plus d'un titre ;*
- 2° S'il encourt l'une des incapacités prévues par les articles L. 5 et L. 6 du Code électoral ;*
- 3° S'il est membre du directoire ;*
- 4° S'il a personnellement ou par l'intermédiaire de son conjoint, de ses ascendants ou descendants en ligne directe un intérêt direct ou indirect dans la gestion d'un établissement de santé privé ; toutefois, cette incompatibilité n'est pas opposable aux représentants du personnel lorsqu'il s'agit d'établissements de santé privés qui assurent, hors d'une zone géographique déterminée par décret, l'exécution d'une mission de service public dans les conditions prévues à l'article L. 6112-2 ;*
- 5° S'il est lié à l'établissement par contrat ; toutefois, cette incompatibilité n'est opposable ni aux personnes ayant conclu avec l'établissement un contrat mentionné aux articles L. 1110-11, L. 1112-5 et L. 6134-1, ni aux membres mentionnés au 2° de l'article L. 6143-5 ayant conclu un contrat mentionné aux articles L. 6142-3, L. 6142-5 et L. 6154-4 ou pris pour l'application des articles L. 6146-1, L. 6146-2 et L. 6152-1 ;*
- 6° S'il est agent salarié de l'établissement. Toutefois, l'incompatibilité résultant de la qualité d'agent salarié n'est pas opposable aux représentants du personnel médical, pharmaceutique et odontologique, ni aux représentants du personnel titulaire de la fonction publique hospitalière ;*
- 7° S'il exerce une autorité sur l'établissement en matière de tarification ou s'il est membre du conseil de surveillance de l'agence régionale de santé.*

Envoyé en préfecture le 21/12/2018

Reçu en préfecture le 21/12/2018

Affiché le

ID : 029-242900801-20181220-DCC2018_065-DE